
Stratégie Nationale de l'Environnement

Stratégie Nationale de l'Environnement

1- BASES FONDAMENTALES ET ORIENTATIONS POLITIQUES

« Nous devrions adopter une stratégie collective et globale sur la base d'un partenariat véritable, d'une solidarité effective et d'une proximité efficiente. Nous avons également le devoir d'établir les normes nécessaires pour endiguer la menace des changements climatiques, de la surexploitation des ressources hydriques, sylvestres et halieutiques et des pressions exercées sur les écosystèmes et la biodiversité »

Extrait du Discours de SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI au Sommet Mondial sur le Développement Durable (Johannesburg, Septembre 2002)

« Le regroupement des secteurs de l'Aménagement du Territoire national, de l'eau et de l'environnement dans un important département ministériel vise l'adoption d'une politique globale intégrée, à même de garantir une approche prospective en matière de gestion de l'eau, du climat et de protection de l'environnement à la hauteur des défis présents et à venir » Extrait de la Déclaration du Gouvernement (Novembre , 2002)

2- ETAT DES LIEUX

Le diagnostic de la situation environnementale de notre pays révèle que les ressources naturelles ont de plus en plus de mal à se renouveler et à assurer leur pérennité.

Au delà des chiffres, Cette situation qui peut être étayée par les constatations suivantes, constitue un handicap majeur au développement économique et social de notre pays :

un milieu naturel, caractérisé par une diversité biologique riche mais menacée, une surexploitation et une dégradation des forêts, un littoral constamment menacé et des oasis en situation d'agonie ;

une fragilité des ressources en terres due principalement à l'importance de l'érosion, de la salinisation et de l'urbanisation des terres agricoles ; une dégradation alarmante de la qualité des ressources en eau, attestée par le rapport de l'UNESCO (le Maroc est classé 121 sur 122 pays). Cette dégradation est due au retard considérable enregistré dans la dépollution des rejets ; une menace potentielle de la santé humaine en raison de la dégradation de la qualité de l'eau et de l'air dans les principales agglomérations ; une gestion des déchets solides et ménagers peu maîtrisée, caractérisée par une quasi-

absence de décharges contrôlées.

3. ENJEUX ECONOMIQUES MAJEURS DE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT_

Le coût de la dégradation de l'environnement a été estimé, en 1995, dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la Protection de l'Environnement et le Développement Durable à près de 20 milliards de dirhams par an, soit 8,2% du PIB. Les causes principales de cette dégradation de l'environnement qui diminue le potentiel des ressources naturelles, déjà rare ; peuvent être résumées de la manière suivante :

une insuffisance et une incohérence des législations et des réglementations en vigueur ; un contrôle inapproprié de l'usage des ressources naturelles ; une coordination inadaptée des programmes environnementaux au niveau central, régional et local ; un retard alarmant dans la réalisation des programmes de préservation, de conservation et de protection des ressources naturelles (dépollution, aménagement des bassins versants...). Or, ces programmes constituent pour le pays un important enjeu économique et social.

4. ELEMENTS DE LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A MOYEN ET LONG TERME

En vue d'atténuer les principaux problèmes environnementaux que le Royaume affronte actuellement, le Secrétariat d'Etat Chargé de l'Environnement a élaboré en concertation avec l'ensemble des départements et organismes concernés une stratégie pour la protection de l'environnement à moyen et long terme. Cette stratégie comporte sept programmes fédérateurs qui ont été déclinés en 162 projets :

1. la protection et la gestion durable des ressources en eau qui comporte 18 actions relatives au renforcement de la gestion intégrée des ressources en eau, l'amélioration de la gestion souterraine et des conditions d'accès à l'eau et la lutte contre la pollution ;
2. la protection et la gestion durable des ressources en sol qui comporte 12 actions relatives à la lutte contre l'érosion et à l'amélioration de la gestion des sols ;
3. la protection de l'air et la promotion des énergies renouvelables qui comporte 18 actions relatives au développement des énergies renouvelables et à l'amélioration de la qualité des produits pétroliers ;
4. la protection et la gestion durable des milieux naturels et particulièrement les forêts, les oasis et le littoral qui comporte des actions relatives au renforcement des capacités en matière de gestion durable de la biodiversité, à la sauvegarde des oasis et à la mise en place d'un programme de développement socio-économique des populations de montagne ;
5. la prévention des catastrophes naturelles et risques

- technologiques majeurs qui comporte des actions relatives à l'amélioration de la connaissance des risques naturels et technologiques ;
6. l'amélioration de l'environnement urbain et pré-urbain qui comporte des actions relatives au développement des programmes d'assainissement liquide et solide ;
 7. La gestion et la communication environnementales.

5. PLAN D'ACTION PRIORITAIRE (2003-2004)

Le plan d'action prioritaire préparé par le Secrétariat d'Etat Chargé de l'Environnement s'inscrit parfaitement dans la vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI relative au développement durable. Il va également dans le sens de la création des conditions favorables en vue d'atteindre l'objectif qui vise à drainer 10 millions de touristes par an, à compter de la prochaine décennie.

Ce plan d'action qui est articulé autour des actions suivantes contribuera à la mise à niveau environnementale du pays :

- le renforcement du cadre juridique et réglementaire par la promulgation de lois, de décrets et de normes relatifs à l'environnement et la création de structure pour le contrôle, le suivi de l'utilisation des ressources naturelles et le respect de la réglementation en vigueur ;
- le renforcement de la coordination des actions environnementales ;
- la promotion du traitement des rejets liquides, solides et gazeux ;
- le renforcement des mécanismes économiques et financiers pour stimuler et inciter à la réalisation de programmes visant la sauvegarde et la protection de l'environnement ;
- la promotion et la contribution à la réalisation de projets intégrés visant à promouvoir la réalisation de projets de préservation, de conservation et de protection des ressources naturelles ;
- la réalisation d'un ambitieux programme de sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement (kiosques verts,...) ;
- accompagnement des entreprises dans leur mise à niveau environnementale et dans l'adoption d'un mode de production propre.

Ce programme d'action vise un impact socio-économique pouvant contribuer à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration des revenus des populations, à la création d'emplois et à l'amélioration de la compétitivité et de l'efficacité économique des entreprises. La matrice ci-après présente les actions du plan d'action prioritaire(2003-2004).

5.1. RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement	Impact socio-économique prévu
Promulgation d'un arsenal juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la protection de l'environnement ; - Conforter les bonnes pratiques environnementales ; - Honorer les engagements pris dans les Conventions et Accords internationaux ; - Encourager l'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Promulgation des décrets d'application des lois adoptées (loi cadre ,EIE et Air)- Promulgation de la loi sur les déchets, du décret d'application du PUN, du décret relatif aux normes et rejets ; - Actualisation de la loi sur les établissements classés et la mettre en adéquation avec la loi sur les Études d'Impact - Préparation des lois spatiales sur le littoral et la montagne- Mise en application du décret sur les gaz d'échappement 	En cours	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la compétitivité et de l'efficacité des entreprises ; - Création d'emplois (1000 emplois stables)
Mise en place d'un réseau « d'agents de l'environnement »	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le contrôle de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une «structure de contrôle de l'Environnement » composée de cadres formés et recyclés à cet effet et préalablement assermentés 	En projet	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois (1000 emplois stables)
Mise en place d'un Fonds National de l'Environnement (FNE)	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à niveau environnementale le tissu productif national - Soutenir la réalisation des programmes de préservation, de conservation et de protection des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Création du Fonds avec une institutionnalisation de ressources permanentes et de dotations budgétaires et une possibilité de drainer des dons 	En cours d'élaboration en concertation avec les administrations, organismes et milieux professionnels concernés	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la compétitivité et de l'efficacité des entreprises (mise à niveau environnementale) ; - Profit des opportunités de financement disponibles

5.2. PROMOTION DE PROJETS INTEGRES

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement	Impact socio-économique prévu
Projet Intégré du bassin de Sebou	- Promouvoir un développement durable et intégré	- Répartition plus équilibrée des ressources en eau entre du bassin de Sebou régions et secteurs - Élaboration de contrats de milieu pour promouvoir un développement durable	En cours de lancement	-Création de plus de 1,5 millions de journées de travail- Création d'activités génératrices de revenus- Amélioration des conditions sanitaires
Projet intégré de gestion des déchets solides ménagers et valorisation du compost dans l'agriculture biologique	- Contribuer à la maîtrise de la gestion des déchets solides ménagers et à leur valorisation économique notamment dans l'agriculture biologique	- Mise en place d'une unité de gestion des déchets solides ménagers comprenant des opérations de tri, de récupération, de traitement et de recyclage (possibilité de dégager des ressources financières pouvant aider à contribuer au financement de la mise en place des décharges contrôlées) - Valorisation du compost dans l'agriculture biologique	En projet	- Création de près de 2000 emplois sur 4 ans - Promotion d'une production agricole biologique créatrice de revenus - Amélioration des conditions sanitaires des populations
Mise en place de « Points de vie » : Protection et développement des oasis	- Participer à la sauvegarde des oasis dans le bassin du sud (lutte contre la désertification)	- Définition d' un plan de sauvegarde des oasis en concertation avec les administrations concernées - Recherche de financement- Contribution à la réalisation du plan de sauvegarde défini	En projet	-Sauvegarde du patrimoine culturel dont la valeur est inestimable - Amélioration des conditions de vie et lutte contre la pauvreté - Réduction de l'exode rural
Réhabilitation de la mine de Jerrada	- Réhabiliter le site minier - Améliorer le cadre de vie de la ville de Jerrada	-Valorisation énergétique des terrils de la mine de Jerrada par incinération dans la Cimenterie HOLCIM d'Oujda ;	En projet	-Élimination de nuisances --Réduction de la facture énergétique d'HOLCIM ; -- Création d'emplois ; -- Apport d'une plus value

		- Investissements des fonds dégagés dans la protection de l'environnement		commerciale au site ; -- Contribution au développement durable de la région.
Promotion d'une Gestion intégrée du littoral	- Promouvoir une gestion durable du littoral	- Mise en place d'un cadre réglementaire (loi sur la gestion du littoral) --Mise en place des outils de coordination et de concertation entre les différents intervenants à même d'assurer une gestion tenant compte des trois dimensions économiques, sociales et écologiques ;	En projet	-Promotion de l'investissement - Création d'emplois

5.3. LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement		Impact socio-économique prévu
Suivi de la pollution de l'air dans les principales villes	- Mettre en place des stations de surveillance de la qualité de l'air	- Campagnes de mesures de la pollution de l'air dans les milieux urbains - Equipement des villes en stations de surveillance	La première phase relative au réseau est en cours		- Amélioration de la qualité de vie en milieu urbain - Amélioration de la santé des populations
Introduction du GPL comme combustible dans le secteur des transports	- Contribuer à la diminution du taux de la pollution due au transport dans le milieu urbain	- Campagnes de sensibilisation et d'information - Normalisation de l'utilisation du GPL - Usage du GPL comme combustible dans les transports en commun et les taxis	En cours		- Amélioration de la qualité de vie en milieu urbain - Amélioration de la santé des populations
Projet pilote d'élimination des fumées noires dans le secteur des potiers l'environnement. - Éliminer l'utilisation de la biomasse et des pneus usagers.	- Participer à la lutte contre la pollution atmosphérique ; - Encourager l'utilisation des technologies respectant la réglementation en vigueur et les projets de normes marocaines de protection de	- Mise en place de fours à gaz communautaires comme substitut aux fours traditionnels, alimenté en gaz propane et de capacité minimale de 6	En cours		- Amélioration de la santé des populations - Création des postes d'emploi - Amélioration de la

	l'environnement. - Éliminer l'utilisation de la biomasse et des pneus usagers.	m3 pour cuisson de grande poterie en terre cuite ; - Réhabilitation des fours traditionnels à potiers ; - Substitution des fours à potiers.		productivité
--	---	---	--	--------------

5.4. AMELIORATION DE LA GESTION DES DECHETS

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement	Impact socio-économique prévu
Éradication des sacs plastiques	- Enrayer l'invasion des sacs plastiques qui enlaidissent le paysage, rebutent les touristes et les citoyens, menacent la flore, la faune	-Incitation des consommateurs à être plus « économes en plastiques » et à utiliser des sacs d'emballage plus résistants ou les traditionnels couffins ; - Promulgation de l'arrêté relatif à l'augmentation du grammage des sacs plastiques et à l'interdiction des sacs noirs ; - Lancement d'une vaste campagne de sensibilisation au niveau national avec participation des supermarchés, des commerçants, et des ONG .	En cours	- Création de près de 100 000 journées de travail ; - Création des conditions favorables pouvant aider à atteindre l'objectif de 10 millions de touristes à l'horizon 2010 ; - Amélioration du cadre de vie.
Mise en place du Centre National d'Élimination des Déchets Spéciaux	- Atténuer l'impact environnemental et sanitaire occasionné par le secteur industriel. - Améliorer la valeur ajoutée et le nombre d'emplois générés par le secteur industriel . - Encourager les ONGs à contribuer aux services d'appui nécessaire à la protection de l'environnement.	- Finalisation des études d'Impact et de faisabilité - Accélération de l'adoption de la loi sur les déchets solides - Établissement d'une convention de partenariat avec les industriels intéressés par l'élimination des déchets spéciaux - Lancement des travaux de réalisation du	Étude de faisabilité en cours	- Création d'emplois - Amélioration de la compétitivité et de l'efficacité économique des entreprises - Amélioration des conditions sanitaires des populations

Élimination des huiles usées	- Réduire la pollution - Promouvoir la valorisation et le recyclage des huiles usées	Centre - Création des conditions favorables pour promouvoir la collecte et le recyclage des huiles usées - Réglementation - Signature de conventions de partenariat avec les groupements professionnels et ONGs	En cours	- Création d'emplois - Amélioration des conditions sanitaires des populations - Economie de matières premières ou d'énergie
Élimination des pneus usagers	- Réduire la pollution - Promouvoir la valorisation des pneus usagers	- Création des conditions favorables pour promouvoir la collecte et le recyclage des pneus usagers - Réglementation - Signature de conventions de partenariat avec les groupements professionnels et ONGs	En cours	- Création d'emplois - Economie de matières premières ou d'énergie

5.5. ECOTOURISME BIODIVERSITE ET DEVELOPPEMNT RURAL

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement	
				Impact socio-économique prévu
Mise en place et exploitation de « Kiosques verts »	- Sensibiliser la population aux aspects environnementaux	- Partenariat SEE – Collectivités Locales-Usagers (ONGs) : - Installation et équipement de kiosques verts-Élaboration d'outils de communication	Projet pilote en cours	-Promotion des opérations de tri, de récupération et de recyclage des déchets solides -Valorisation des déchets --Création d'emplois --Amélioration des conditions de vie des populations -Création d'activités génératrices de revenus -- Contribution à la lutte contre la pauvreté
Contribuer à la mise en place des Maisons d'Énergie et de	- Améliorer l'approvisionnement énergétique en milieu rural	- Commercialisation des équipements photovoltaïques, des chauffe eau	En cours	-Promotion des opérations de tri, de récupération et

l'Environnement	- Sensibiliser les populations rurales sur les énergies durables- Promouvoir l'emploi en milieu rural et développement des compétences locales	solaire, et des fours et foyers améliorés - Promotion des programmes « Énergie rurale(électrification, utilisation rationnelle du bois de feu et sensibilisation au niveau des villages, par la diffusion d'informations techniques et économiques sur ce domaine		de recyclage des déchets solides -Valorisation des déchets --Création d'emplois --Amélioration des conditions de vie des populations -Création d'activités génératrices de revenus -- Contribution à la lutte contre la pauvreté
Participer au programme « Plages propres »	- Sensibiliser les usagers des plages à participer à la préservation de l'environnement - Mettre à la disposition des estivants d'un produit balnéaire touristique répondant à des normes nationales et internationales - Promouvoir un esprit de partenariat efficient entre tous les partenaires	-Participation au programme de la surveillance de la qualité hygiénique des plages et élaboration d'un rapport national conjoint avec le Ministère de l'Équipement ; - Mise en place de kiosques verts ; - Participation à la Convention de Partenariat entre la Fondation MOHAMMED VI et les collectivités locales	Action permanente en cours	-Création des conditions favorables pouvant aider à atteindre l'objectif de 10 millions de touristes à l'horizon 2010 - Amélioration des conditions sanitaires des populations

5.6. ECOTOURISME BIODIVERSITE ET DEVELOPPEMNT RURAL

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement	Impact socio-économique prévu
Organisation et promotion de l'écotourisme	- Contribuer à la protection et la valorisation du patrimoine naturel (SIBE) tout en assurant une source de profit à la population locale dans le respect de l'environnement	- Élaborer un état des lieux des potentialités et initiatives menées en matière d'écotourisme - Examiner la possibilité d'octroi de micro-crédits similaires à ceux accordés aux énergies renouvelables - Valoriser et médiatiser auprès des promoteurs et des populations locales l'exemple en cours dans le Nord-Est (Projet MEDWETCOAST) - Lancer des	En cours	- Valorisation du patrimoine naturel national - Création d'emplois et amélioration du niveau de vie des populations ; - Réduction de l'exode rural

actions pilotes.

5.7. MOYENS ET OUTILS DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

Chantier	Objectifs	Consistance	Etat d'avancement	Impact socio-économique prévu
Promotion du Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la réalisation du plan d'action - Impliquer les acteurs publiques et privés dans la réalisation des programmes - Dégager des ressources financières supplémentaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Signature de conventions de partenariat avec les groupements professionnels, les collectivités locales, les ONGs, les universités,.... - Accompagnement et encouragement des ONGs 	En cours	-
Promotion de la Coopération	<ul style="list-style-type: none"> - Profiter des ressources financières disponibles - Bénéficier de l'expérience internationale en matière de réglementation et de réalisation des programmes environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification de nouvelles possibilités de coopération - Consolidation des acquis en matière de coopération 	En cours	-
Information, Éducation et Communication	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les acteurs et les populations à la problématique environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> - Actualisation et dynamisation du site web du SEE - Élaboration d'un bulletin d'information et d'une revue scientifique sur l'environnement - Intégration de l'éducation environnementale dans les programmes scolaires 	En cours	-
Renforcement du cadre institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coordination des programmes environnementaux ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du rôle du Conseil National de l'Environnement et des Conseils Régionaux de l'Environnement - Mise en place de services extérieurs du SEE - Création des Observatoires Régionaux et locaux de l'Environnement 	En cours	-